



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

49 | 2014

1814-1815. Expériences de la discontinuité

---

### Vanessa CARU, *Des toits sur la grève. Le logement des travailleurs et la question sociale à Bombay (1850-1950)*

Paris, Armand Colin, 2013, 416 p. ISBN : 978-2-200-28698-9. 30 euros.

Claire Lévy-Vroelant

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4810>

DOI : 10.4000/rh19.4810

ISSN : 1777-5329

#### Éditeur

La Société de 1848

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 249-251

ISSN : 1265-1354

#### Référence électronique

Claire Lévy-Vroelant, « Vanessa CARU, *Des toits sur la grève. Le logement des travailleurs et la question sociale à Bombay (1850-1950)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 49 | 2014, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4810> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4810>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Vanessa CARU, *Des toits sur la grève. Le logement des travailleurs et la question sociale à Bombay (1850-1950)*

Paris, Armand Colin, 2013, 416 p. ISBN : 978-2-200-28698-9. 30 euros.

Claire Lévy-Vroelant

---

## RÉFÉRENCE

Vanessa CARU, *Des toits sur la grève. Le logement des travailleurs et la question sociale à Bombay (1850-1950)*, Paris, Armand Colin, 2013, 416 p. ISBN : 978-2-200-28698-9. 30 euros.

- 1 Issu de sa thèse d'histoire contemporaine, le livre de Vanessa Caru exige d'emblée du lecteur une attention soutenue qui, seule, lui permettra d'entrer dans toute la richesse et l'ambition du propos. Non que l'écriture n'en soit à la fois maîtrisée et agréable. Le texte est clair, et la question principale, ouverte d'emblée par le titre, servie par un plan chronologique efficace : mettre « des toits sur la grève » permet au patronat de contenir les revendications salariales et de maintenir les salaires des ouvriers à un niveau bas, en logeant ou en facilitant le logement de ces derniers. Aussi, pour l'auteure, le siècle qui va de l'installation des manufactures de coton (1850) à la montée en puissance du parti du Congrès, qui mènera à l'indépendance de l'Inde (1947) peut s'appréhender comme une longue élaboration de la question du logement des classes laborieuses dans la ville coloniale. À l'origine pestes et émeutes, peurs sociales et répression, jusque-là rien de nouveau. Mais le propos est original à plus d'un égard. D'abord, le logement y est saisi comme enjeu et comme instrument de domination politique de l'administration coloniale et des élites indiennes sur le peuple ouvrier. L'historienne a choisi la ville de Bombay, au développement industriel précoce, peuplé de travailleurs qui s'entassaient dans les *shawls* ; sa dédicace, adressée aux « travailleuses et travailleurs du coton d'Elbeuf et de Bombay », peut se lire comme une reconnaissance, mais aussi comme un invitation à la comparaison et aux

rapprochements : la grande ville européenne de l'âge industriel où sévit une division du travail impitoyable<sup>1</sup>, bientôt exprimée par une division sociale de l'espace qui fascine et effraie, mais dont les épidémies révèlent la vulnérabilité, traite-t-elle et loge-t-elle autrement ses travailleurs que la grande ville coloniale ? La réponse est positive, et ce n'est pas le simple effet d'une transposition retardée du « modèle » métropolitain. Le cœur de l'affaire, c'est la convergence d'intérêt bien comprise entre les élites locales et le pouvoir colonial, les deux sphères s'accordant à voir dans le logement la variable d'ajustement permettant de contenir et les revendications ouvrières, et les velléités d'indépendance, tout en sauvegardant les profits issus de la spéculation immobilière. Pour Londres, Birmingham, Paris, et d'autres villes encore, les gouvernements nationaux et les pouvoirs municipaux travaillent, au tournant du siècle, à des programmes de logements bon marché et à des rénovations urbaines, via les îlots insalubres par exemple, avec d'ailleurs des effets limités ou qui tarderont à se faire sentir<sup>2</sup>. En métropole, les revendications pour le logement mobilisent, alors qu'à Bombay, l'alliance entre l'État colonial et les élites urbaines conduit à une situation *sui generis*, caractérisée par un accaparement du foncier au profit des élites locales, constante qui ne se dément pas tout au long de la période étudiée. Certes, par le biais d'agences – du *Bombay Port Trust* au *Bombay Development Department* – des réformes sont régulièrement annoncées, notamment en réponse à l'épidémie de peste et aux grèves qui marquent les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, mais c'est le « *cheap government* » qui s'impose, au pire expulsant les travailleurs de leurs maisons, au mieux promouvant des lois (règlement sur les loyers, attribution d'une allocation pour le logement en lieu et place d'augmentations de salaires) qui ne sont que mollement appliquées puis remises en cause. Des exemples bien choisis montrent la faiblesse de l'intérêt patronal (avec le contre-exemple de la famille Wadia, de la *Bombay Mill Owners' Association*), le caractère conjoncturel et volatile des mesures (lois de régulation des loyers en 1918), l'échec répété des programmes de construction (les 50 000 logements promis à plusieurs reprises ne sont réalisés que très partiellement), le couplage de l'« innovation » architecturale et des intérêts des compagnies indiennes, notamment avec le monopole concédé à quelques-unes d'entre elles de l'importation de ciment, le creusement, enfin, des inégalités spatiales.

- 2 Que la question du logement ne soit jamais abordée qu'en rapport avec le traitement politique de l'agitation sociale amène Vanessa Caru à une seconde proposition originale : reprenant d'une part la discussion sur le legs colonial, l'auteure précise en quoi la sphère du logement devient un espace de « transaction hégémonique » ; reprenant, d'autre part, le débat sur la capacité de développer des stratégies de la part des classes laborieuses, elle montre que c'est en utilisant le discours des élites elles-mêmes que les locataires organisent leurs revendications. Citant James C. Scott, l'auteure défend l'idée selon laquelle l'appropriation, par les locataires, de la rhétorique paternaliste officielle, leur permet d'asseoir un mouvement revendicatif, sur les lieux mêmes de la production. Du côté du pouvoir, le logement demeure un « contre-feu commode » pour noyer les revendications salariales. À l'aube de son avènement, la politique du parti du Congrès semble même, en matière de logement, en retrait par rapport aux quelques avancées qu'avait permis l'administration coloniale, retrait qui à son tour nourrit la virulence de l'opposition, manifeste dans les élections de 1948.
- 3 Au fil des pages, la démonstration avance, bien documentée toujours, convaincante le plus souvent, frustrante parfois. Telles sources, telle histoire : l'auteure l'explique bien,

c'est au fil de la fréquentation des archives que les axes de recherche se sont progressivement dégagés. Si l'analyse a privilégié le traitement de la question sociale par le logement, et « l'émergence de nouveaux terrains de négociation et de confrontation entre les travailleurs et le pouvoir » (p. 25), c'est que les sources, pour l'essentiel produites par les autorités qui ont administré l'Inde entre 1850 et 1950, y invitaient. En outre, on apprend (p. 50) que les archives municipales de Bombay ne sont pas accessibles. L'accès aux conditions concrètes d'existence des classes laborieuses est difficile. Certaines archives, telles que les sources policières, ou encore les procès-verbaux de procès<sup>3</sup>, n'auraient-elles pas permis de consolider la démonstration, en incarnant de façon plus détaillée ce peuple (uniquement masculin ?) à la fois locataire et ouvrier, face aux propriétaires et à l'administration ? Plus fondamentalement, la source de la propriété demeure un peu dans l'ombre, de même que les modalités de la location, et la structure sociale qui en découle. Le recours à ces sources administratives a un autre inconvénient. Il contraint l'historienne à un aller-retour subtil, mais très complexe, entre intentions (sur le papier et dans les discours) et mise en œuvre (dans la réalité de la ville ou de la loi), et à démêler la cause de l'effet. Qu'il s'agisse de l'organisation du premier concours architectural au sortir de la Première Guerre mondiale, des mobilisations syndicales, des affrontements dans les quartiers, des quelques portraits présentés, à chaque fois que des acteurs et des actions sont décrits précisément, la prise est plus ferme, et même si l'approche reste indirecte, la rhétorique des acteurs et des groupes permet d'affiner les lignes de fracture et de ralliement. L'ouvrage constitue donc une remarquable invitation à repenser l'instrumentalisation, hier comme aujourd'hui, de la question du logement des dominés, mais aussi les modalités de l'organisation de la riposte. De belles pages, qui n'ont pas nécessairement pour objet les épisodes les plus récents, montrent certains bégaïements de l'histoire – quand les pauvres, à Bombay comme ailleurs, font, sans garde-fou, les frais de l'indifférence ou de la cupidité des puissants, ou au contraire démontent et s'approprient des stratégies d'alliance porteuses de progrès. Décidément, le logement est une question politique.

---

## NOTES

1. Le 15 mars 1845, Engels s'adresse en ces termes aux ouvriers à qui il dédie son livre sur la classe ouvrière en Angleterre : « C'est à vous que je dédie un ouvrage où j'ai tenté de tracer à mes compatriotes allemands un tableau fidèle de vos conditions de vie, de vos peines et de vos luttes, de vos espoirs et de vos perspectives » (F. Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845, traduction française par Gilbert Badia, Paris, Éditions sociales, 1960).
2. Cf. par exemple, pour Paris, Claire Lévy-Vroelant, « Le diagnostic d'insalubrité et ses conséquences sur la ville, Paris 1894-1960 », *Population*, 54 (4-5), 1999, p. 707-744.
3. Cf. par exemple Elsbeth Kalff et Lucie Lemaître, *Le logement insalubre et l'hygiénisation de la vie quotidienne. Paris (1830-1990)*, Paris, L'Harmattan, 2008.